

Guerre en Ossétie, affrontement de puissances, questions des nationalités

1^{er} septembre 2008

par Bernard Dreano

*Co-président du réseau Helsinki Citizens' Assembly international,
membre du centre international d'études et d'initiatives de solidarité internationale (Cedetim)*

La guerre russo-géorgienne déclenchée en d'Ossétie du Sud en août 2008 a surpris ceux qui voulaient bien se laisser surprendre, tant cette crise pouvait aisément être prévue, sinon dans ses formes et sa date exacte, du moins son inéluctabilité. Ce conflit, qui a mis aux prises deux pays membres du Conseil de l'Europe, pose un problème considérable à l'Union européenne, à sa « politique de voisinage » et ses relations avec la Russie. Il est marqué par la rivalité des grandes puissances, et notamment de la politique américaine dans la région et de la volonté russe de restaurer son influence, et par la question du contrôle des hydrocarbures de la Caspienne et d'Asie centrale. Mais l'analyse du contexte géopolitique ne doit pas occulter les dimensions politiques locales, les mécanismes d'entretien et de développement des tensions ethniques. Affrontements des puissances, question des nationalités, il faut examiner ces deux dimensions pour tirer les leçons de cet épisode, et plus généralement de ces conflits caucasiens dont les effets sont importants et dont la fin n'est pas annoncée.

Les Russes ont-ils vraiment gagné, les Américains perdu, les Européens sauvé l'honneur ?

Rappelons les faits. Comme les étés précédents, mais de manière plus grave, des incidents avaient éclaté sur les lignes de démarcation de la Géorgie et de ses provinces séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. Le 7 août, le président géorgien Mikheïl Saakachvili a donné l'ordre à ses troupes de marcher sur Tskhinvali la capitale de l'Ossétie du Sud, et celles-ci l'ont occupé au prix de violents combats et de nombreuses victimes civiles. Depuis son arrivée au pouvoir à la faveur de la « révolution des roses » de novembre 2003, Saakachvili rêve de réunifier son pays. Après des années d'échecs, les circonstances lui ont enfin paru favorables, certains signes de Moscou

semblant indiquer que la Russie laissait tomber son protégé, le chef Ossète Edouard Kokoïty. Et si la Géorgie n'a pas réussi à se faire admettre ce printemps comme membre de l'OTAN, Saakachvili pensait avoir le soutien occidental face à une hypothétique réaction russe. George W. Bush ne l'avait-t-il pas présenté comme un modèle lors de sa récente visite en Géorgie ?

De toute évidence il s'agissait d'un piège, et l'armée russe en a profité pour donner aux Géorgiens la « leçon » que Vladimir Poutine leur promettait depuis longtemps. L'armée géorgienne a été repoussée quelques heures après la « libération » de Tskhinvali, et les Russes ont pris le contrôle de plusieurs points stratégiques, non seulement autour de l'Ossétie du Sud mais aussi sur le front abkhaze (les gorges de Kodori et l'aéroport de Senaki) et même dans des vallées qui se situent entre l'Abkhazie et l'Ossétie (Svanie), et, au Sud, en contrôlant à Gori l'axe routier Est-Ouest vital pour la Géorgie. Il s'agit sans aucun doute aux yeux du Kremlin des « mesures additionnelles de sécurité » dont parle le document qu'à fait adopter Nicolas Sarkozy pour obtenir un cessez-le-feu. Et depuis celui-ci les troupes russes se sont retirées à pas compté, tout en gardant autant de positions sur le territoire géorgien proprement dit qu'elles le jugent nécessaire. Quant aux mesures additionnelles de la « punition » elles ont pris la forme de bombardements délibérés de civils à Gori et dans d'autres villes et villages géorgiens.

Au-delà des déclarations de George W. Bush, le soutien américain s'est en pratique limité à... libérer les quelques dizaines de soldats géorgiens présents en Irak pour qu'ils puissent aller défendre leur pays. En termes de crédibilité la guerre d'Ossétie est une défaite américaine. L'Union européenne, grâce à son président en exercice Nicolas Sarkozy, a pu sembler jouer son rôle de puissance médiatrice en obtenant la fin des combats, sauvant la mise du président géorgien menacé par les chars russes. Mais l'objectif des Russes était-il vraiment de remplacer Mikheïl Saakachvili par une de leur marionnette ? Une telle opération signifiait tout autre chose que de bombarder les immeubles à Kaspi ou Agara ou de mettre hors d'usage les installations portuaires de Poti, coulant au passage la flottille militaire géorgienne. En fait le cessez-le-feu n'est réellement intervenu qu'une fois que les Russes ont atteint leurs objectifs politiques et militaires, laissant au bouillant Mikheïl une Géorgie plus affaiblie que jamais, renforçant leurs pions abkhazes et ossètes, galvanisant l'opinion publique russe autour de la défense des « frères ossètes massacrés » et exaltant un nationalisme victorieux qui efface le syndrome tchéchène.

Les États-Unis ont, depuis la chute de l'URSS, cherché à entraver la renaissance de la Russie comme puissance régionale. Ce faisant ils ont aussi renforcé la sympathie à leur égard des États

(et aussi le plus souvent des peuples) qui s'inquiètent de toute nouvelle velléité d'impérialisme russe. C'est ainsi par exemple qu'ils ont favorisé la création de l'axe de coopération Mer Noire-Caucase, dit GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie), et prôné une adhésion à l'OTAN de la Géorgie et de l'Ukraine. Avantage supplémentaire, une alliance avec l'Azerbaïdjan (prudent) et avec la Géorgie (enthousiaste) offre un « balcon stratégique » par rapport à l'Iran et à l'Irak, surtout alors que la Turquie ne se plie pas toujours aux volontés du Pentagone (comme lors de l'invasion de l'Irak). Enfin, bien sûr, les Américains et leurs alliés européens, britanniques, français, turcs, etc., ont soutenu l'organisation de l'acheminement du pétrole et du gaz de la Caspienne et de l'Asie centrale en contournant la Russie par les oléoducs et gazoducs Caspienne-Méditerranée, Bakou-Tbilissi-Ceyan et Bakou-Tbilissi-Erzeroum (lequel doit être ensuite rattaché au futur système gazier européen intégré « Nabuco »).

La guerre a montré que ces édifices politiques et ces pipe-lines, outre qu'ils n'apportaient pas aux peuples du Caucase la paix et la prospérité promises, demeureraient fragiles et vulnérables. Vladimir Poutine, quand il est arrivé au pouvoir, a fait du Caucase une priorité pour affirmer la force de l'État russe. D'abord au Nord en provoquant la deuxième guerre de Tchétchénie et en écrasant, non sans difficultés, la sécession au prix de la mort de 15 % de la population locale. Le dernier épisode connu de cette guerre a été la tragique prise d'otage par un commando tchétchène, des écoliers de Beslan en Ossétie du Nord, en septembre 2004. Puis au Sud, en affirmant la présence d'une Russie qui distribuait des passeports russes aux Abkhazes et aux Ossètes du sud. Il vient de démontrer ce qu'il peut faire à partir de ces territoires. L'avertissement vaut aussi pour une autre république autoproclamée, la Transdniestrie, sécessionniste de la Moldavie, que pour la base navale russe de Sébastopol en Crimée (ukrainienne mais peuplée majoritairement de Russes), etc. L'empire du Kremlin est de retour.

Mais ce retour consolide le front anti-Moscou des voisins ; les chefs d'État ou de gouvernement d'Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne et Ukraine sont venus à Tbilissi affirmer leur solidarité avec la Géorgie. Un problème sérieux, à terme, pour la Russie.

Les Américains ont-ils d'ailleurs vraiment perdu non seulement la face, mais aussi la partie ? Après quelques jours de conflit le bilan est contrasté. L'Union Européenne est divisée, comme lors de l'indépendance du Kosovo, mais pas tout à fait selon les mêmes clivages. Certains ne veulent pas trop dégrader la relation avec Moscou (France, Allemagne, etc., mais aussi à l'Est, la Bulgarie), d'autres veulent contrer l'agressivité russe grâce à l'OTAN (Pologne, Pays baltes, et

hors de l'Union, Ukraine), mais aussi le Royaume-Uni (cela dit les Anglais ne parlent pas de sanctions contre les oligarques russes qui font la fortune de la place de Londres et ne sont pas pour la plupart, des opposants à Poutine). Une division assez bien perçue par certains stratèges de Washington.

Comme au XIX^e siècle, c'est, selon l'expression bien connue de Rudyard Kipling, à nouveau le « grand jeu » géopolitique des influences impérialistes, sauf que depuis les Américains ont pris la place des Britanniques et que les Russes ont perdu leur empire. Et sur le terrain, c'est le « petit » jeu, concret et sanglant, des « affrontements ethniques ».

Avant même l'effondrement de l'URSS, la Géorgie avait réaffirmé sa volonté d'indépendance

Lors de l'effondrement de l'Union soviétique, les Géorgiens ont proclamé une indépendance que beaucoup attendaient depuis... 1800 ! Pendant des siècles, les royaumes géorgiens sont parvenus à demeurer autonomes ou totalement indépendants des empires perses ou byzantins (puis ottomans), développant une culture spécifique et forte. Au XVIII^e siècle, les Géorgiens chrétiens orthodoxes ont cherché la protection de la nouvelle puissance régionale, l'empire russe, contre les empires musulmans ottomans et persans, se traduisant par le traité de protectorat de 1783 puis le manifeste « d'union volontaire » à l'empire russe de 1801. Mais cette union s'est transformée en annexion et même, dans une large mesure, en russification, les tsars faisant de Tiflis (Tbilissi) la capitale de leurs possessions au-delà du Caucase. Aussi, beaucoup de Géorgiens ont accueilli avec enthousiasme les révolutions de 1917 et, en mai 1918, la république démocratique de Géorgie a proclamé son indépendance, le gouvernement élu étant dirigé par les sociaux-démocrates géorgiens (mencheviks). Après quelques mois, les bolcheviks, sous la direction de leurs leaders locaux Staline et Ordjonikidze, ont entrepris la reconquête brutale de cette Géorgie indépendante avec, entre autre, le soutien actif de deux minorités du Caucase, les Ossètes et les Abkhazes.

En février 1921, la Géorgie était incluse dans l'URSS, dans la nouvelle république soviétique de Transcaucasie. Mais Joseph Dougatchvili, dit Staline, commissaire aux nationalités du gouvernement central soviétique, enfant d'un couple mixte ossète-géorgien (un cas tout à fait banal dans sa région natale de Gori) s'est ingénié à créer des régions autonomes, surtout au bénéfice des groupes ethniques jugés les plus loyaux à Moscou ; une architecture achevée avec l'éclatement de la Transcaucasie en 1936 (en Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, dans leurs frontières

actuelles), et le parachèvement à la fin de la guerre mondiale, avec les massacres génocidaires et déplacements forcés de certaines populations musulmanes du Nord et du Sud Caucase (Tchéchènes, Ingouches, Mechkètes...).

Avant même l'effondrement de l'URSS, la Géorgie avait réaffirmé sa volonté d'indépendance, mais, quand celle-ci a été proclamée en avril 1991, le président élu, Zviad Gamsakhourdia a développé un discours raciste et xénophobe, très hostile aux minorités. Il en a résulté une très violente guerre civile entre Géorgiens et l'insurrection des minorités ossètes et abkhazes, avec le soutien immédiat et décisif des forces russes. Quand les combats ont cessé et que l'ancien leader communiste géorgien Edouard Chevardnadze est venu au pouvoir, une région autonome, l'Adjarie (où vit une forte minorité musulmane de langue géorgienne) avait pris ses distances sans effusion de sang, et les deux autres, Abkhazie et Ossétie du Sud, avaient fait sécession.

En Ossétie du Sud, les combats de 1991-1992 ont fait des centaines de morts, mais une population géorgienne est demeurée sur le territoire ossète, et des milliers d'Ossètes ont continué à vivre ailleurs en Géorgie. L'Ossétie du Sud proprement dite est un petit territoire qui doit compter aujourd'hui moins de 75 000 habitants. Les Ossètes, parlant une variété de persan, généralement chrétiens orthodoxes, se réclament de lointains ancêtres les Alains, qui ont été jusqu'en Gaule lors des premières invasions de la fin de l'empire romain. Ils vivent principalement au Nord du Caucase (Ossétie du Nord ou Alanie, 750 000 habitants dont 60 % d'Ossètes) mais aussi au Sud, de part et d'autre du col de Daria. La conquête russe du Caucase au XVIII^e siècle a commencé par le ralliement des Ossètes (1774) et la fondation sur leur territoire de la ville impériale de Vladikavkaz (la porte du Caucase). Elle s'est achevée plus d'un siècle plus tard avec la soumission des Tchéchènes voisins.

En Abkhazie les combats de 1992-1993 ont fait des milliers de morts. Cette très belle province avec sa magnifique rivièra sur la mer Noire, était peuplée à la fin de l'URSS d'environ 500 000 habitants, géorgiens, russes, arméniens, grecs, et de moins de 20 % d'Abkhazes. Mais les groupes armés abkhazes puissamment soutenus par des miliciens extérieurs (musulmans notamment) et surtout par l'armée russe, ont pris le contrôle de la quasi-totalité de la région, et surtout expulsé l'ensemble de population d'Abkhazie identifiée comme géorgienne (près de deux cent cinquante milles réfugiés). Les Abkhazes sont des montagnards parlant une langue caucasienne différente du géorgien, et en majorité de confession musulmane.

Sans renoncer à rétablir l'intégrité territoriale de la Géorgie et à permettre le retour des réfugiés d'Abkhazie et d'Ossétie dans leurs foyers, Edouard Chevardnadze avait dû accepter un accord avec la Russie de Boris Eltsine, dans le cadre de la « Communauté des États indépendants » constituée par les ex-républiques soviétiques. Au terme de cet accord, entériné par l'ONU et l'OSCE (Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe), les troupes russes – qui avaient pourtant été tout sauf neutres – étaient considérées comme « forces de paix », stationnant en Ossétie et Abkhazie en « interposition » entre les belligérants ! Mais les réfugiés, principalement géorgiens d'Abkhazie, n'ont jamais pu rentrer chez eux. Et les Russes qui s'étaient engagés à évacuer les bases militaires qu'ils occupaient ailleurs en Géorgie, ne l'ont fait très lentement et avec une mauvaise volonté évidente, par exemple en truffant de mines tous les terrains et infrastructures abandonnées.

Les conflits sont restés « gelés », des dizaines de milliers de réfugiés demeurant dans des camps, des écoles ou des hôtels réquisitionnés en Géorgie. Pire, la troisième région autonome de Géorgie, l'Adjarie au sud, faisait sécession à son tour (les Adjars sont en général des musulmans de langue géorgienne). Le satrape local Aslan Abachidze croyant profiter de l'appui d'une base russe locale non évacuée.

Si l'on ajoute aux réfugiés en déshérence et aux processus de règlement qui n'aboutissent à rien, une situation économique difficile et une corruption galopante, on comprend mieux pourquoi le régime à bout de souffle d'Edouard Chevardnadze s'est effondré lors de la révolution des roses de 2003. Et comme le nouveau président Mikheïl Saakachvili a pu récupérer l'Adjarie sans réaction russe (et avec l'assentiment évident de la population locale), il s'est imaginé pouvoir faire assez vite de même avec l'Ossétie d'abord, l'Abkhazie ensuite, comptant pour ce faire sur le soutien européen et américain. À chaque tentative, de 2004 à 2007 la réaction russe a été plus virulente, les relations russo-géorgienne plus dégradées, les relations américano-géorgiennes plus fortes. Les difficultés intérieures de Saakachvili, les scandales politico-financiers, la régularité des élections de 2008 contestées dans la rue par l'opposition, etc., n'ont fait qu'accroître ce cercle vicieux, jusqu'à la fuite en avant géorgienne du 7 août.

Les nationalistes, héros ou vilains ?

Tout s'expliquerait-il uniquement parce que « les Russes ont rendu en Ossétie la monnaie de leur pièce aux Occidentaux qui avaient reconnu l'indépendance du Kosovo » ? Certains nous disent

aussi que « les sécessionnistes sont manipulés par les impérialistes américains », au Tibet comme au Kosovo, mais d'autres voient dans les processus sécessionnistes « la main de Moscou » en Abkhazie, en Ossétie du Sud, en Transdniestrie, voire « le jeu occulte des deux puissances », au Nagorno-Karabakh. Tantôt on nous dit que « le droit des peuples à disposer d'eux mêmes est une valeur absolue », mais aussi que « l'intégrité des nations et la non-ingérence » est aussi une autre valeur absolue. Selon les circonstances et le sens du vent, les Palestiniens, les Albanais, les Kurdes, les Arméniens, les Tchétchènes, les Touaregs, les Amérindiens, les Kanaks, les Juifs, les Roms, les Serbes, les Corses, les Baloutches, les Tibétains, les Ouïgours, etc., etc.... sont présentés comme les parangons du progressisme démocratique ou les instruments de la réaction obscurantistes, les héros ou les vilains.

Contrairement à la « prison des peuples » de l'empire tsariste, l'URSS prétendait avoir résolu la « question nationale », et cela « scientifiquement ». Comme l'expliquait Joseph Staline lui-même, les « peuples », étaient des groupes qui pouvaient se revendiquer d'une histoire, d'une langue, d'une culture, d'un territoire. Ces « peuples » pouvaient constituer des entités nationales fédérées, des Républiques soviétiques comme l'Ukraine ou la Géorgie. D'autres « nationalités », parce que petite en nombre, à l'histoire incertaine, non territorialisées, etc. pouvaient cependant bénéficier de droits nationaux dans des « républiques autonomes » dépendantes des Républiques soviétiques majeures. La mise en œuvre de ce modèle a été faite de manière autoritaire, créant des divisions historiques parfois artificielles (par exemple entre Kazakhs et Ouzbeks), des histoires réécrites et fixant des frontières sans consultation des populations diverses vivant de part et d'autre. Ce modèle a été interprété à leur manière par les communistes chinois et yougoslaves. Il n'a pas empêché la domination du groupe majoritaire et notamment une russification ou une sinisation vécues souvent par les peuples périphériques comme coloniale. Néanmoins, il offrait aux populations des droits, par exemple d'enseignement des langues nationales, que ne fournissait pas du tout le modèle « jacobin » français de négation des minorités « au nom de l'égalité » dans son propre espace national et *a fortiori* colonial.

Mais quand l'empire éclate, les garanties relatives de ces droits nationaux, d'un certain autogouvernement, etc., n'apparaissent plus être garanties, surtout si leur maintien dépend du groupe voisin, parfois historiquement antagonique, et non d'un « centre » lointain, yougoslave ou soviétique. De plus, le modèle de « l'autodétermination » pour chacun des peuples semble signifier la constitution d'un État-nation unitaire et indépendant, sur le modèle prototype de la République française, et donc chaque groupe ethnique aspirant au statut de « peuple » veut son

« indépendance », avec les insignes de celle-ci, son drapeau, son hymne, son comité olympique... C'est du moins ainsi que les dirigeants présentent les choses.

Le problème, c'est qu'il n'y a pas de définition « scientifique » possible d'un peuple qui vaille en tous lieux et en toutes circonstances, quels que soient les mérites des anthropologues, des historiens et des linguistes pour nous faire comprendre une situation donnée. Les notions de cultures sont mouvantes, et même celles de langues, quand on voit par exemple les efforts critiquables de l'État croate de distinguer sa langue de celle de son voisin serbe. Quant à l'histoire, elle est faite de mythes et de récits des origines, variables et contingents. Et si l'on croise les différents critères pour définir des « ethnies » candidate au statut de « nation » on arrive dans le monde à plus d'un millier de groupes qui pourraient y prétendre... faut-il autant d'États ?

La question nationale est dramatiquement posée si l'État régnant n'a aucune intention de la résoudre

Les « communautés imaginées » que sont les nations, selon l'expression de Benedict Anderson, sont des produits de la psychologie collective et des contingences historiques qui déterminent un cadre politique dans lequel s'exprime une volonté active ou une acceptation passive de vivre ensemble dans un système institutionnel (local, étatique, supra-étatique, et unitaire ou fédéral). Les « groupes imaginés » – et pourtant bien réels au quotidien – de Bretons, d'Alsaciens ou de Kabyles de Paris, de Mingréliens, de Kakhètiens ou d'Arméniens de Tbilissi, vont se reconnaître, ou accepter, le cadre français pour les premiers, géorgien pour les seconds, dans la mesure où ils s'y sentent respectés, capables d'exercer les droits individuels et collectifs qu'ils jugent essentiels.

Prenons quelques exemples. Pour un Palestinien de passeport israélien, ces droits ne sont pas respectés, non seulement du fait de discriminations juridiques et de la politique des gouvernements israéliens successifs, mais aussi parce que toute la symbolique de l'État, toute l'histoire enseignée, etc. nie l'arabité du pays, et ceci même si formellement l'arabe est langue officielle... Et pour un Palestinien des territoires occupés, il n'est pas question d'une citoyenneté ! La question nationale est dramatiquement posée, l'État régnant n'a aucune intention de la résoudre et donc, la question de l'État palestinien est essentielle. Pour un Albanais du Kosovo, la frontière fixée par les grandes puissances en 1912, sans tenir aucun compte de la répartition de population, et l'annexant à la Serbie, est vécue comme injuste. Les gouvernements successifs, monarchistes serbes, yougoslaves monarchistes, yougoslaves communistes, serbes post-

yougoslaves, ont nié ces droits nationaux. La Yougoslavie titiste les avait reconnus, mais, sans en permettre réellement toute la pratique (par exemple pour l'enseignement supérieur), sauf pendant la période d'autonomie réelle (1974-1988). À partir de 1988, du fait de la politique de Milosevic, plus aucun Albanais du Kosovo (90 % de la population) ne reconnaît la moindre loyauté active ou passive envers l'État de Belgrade.

Et le Caucase ? Avant même l'éclatement de l'URSS les Arméniens du Nagorno-Karabakh (80 % de la population) avaient remis en cause leur appartenance à l'Azerbaïdjan, vécue comme injuste depuis la décision soviétique de 1923. Il s'en est suivi une guerre féroce, l'indépendance proclamée de la province, l'expulsion des populations azéries du Nagorno-Karabakh et des environs, et le départ de tous les Arméniens d'Azerbaïdjan et de tous les Azéris d'Arménie, soit au total 700 000 réfugiés azéris et 250 000 arméniens. Nous avons vu qu'un processus similaire s'est déroulé en Abkhazie géorgienne, avec la différence considérable que là, les Abkhazes n'étaient qu'une petite minorité, et que l'intervention directe de l'armée russe a été décisive.

Les inquiétudes des habitants de zones reconnues comme autonomes, des Ossètes et des Abkhazes vis-à-vis des Géorgiens, des Arméniens vis-à-vis des Azéris, étaient-elles justifiées ? Le contexte était de fer, de peur et de sang. L'irruption d'un fou furieux comme Gamsakhourdia en Géorgie n'avait rien de rassurant.

Mais dans leurs provinces « libérées » sous protectorat russe, qu'ont fait les leaders ? Les nationalistes abkhazes ont pratiqué une purification ethnique massive et brutale. Quant aux miliciens ossètes, affichant sans complexes le portrait du tueur serbe de Bosnie Radovan Karadzic dans des locaux officiels, ils ont affirmé leur allégeance à Moscou, et refusé les ouvertures de Tbilissi.

On sait comment les opprimés minoritaires peuvent se transformer en oppresseurs majoritaires, comment des Albanais héroïques face à l'oppression serbe des années 1980 deviennent les acteurs des pogroms antisémites de 2004. Il s'est produit la même chose dans le Caucase, et pour les leaders abkhazes et leur mentor russe il n'a jamais été question d'accepter, même théoriquement, le retour des réfugiés.

Si la légitimité des revendications nationales est souvent niée par les groupes majoritaires ou dominants, elle est reconnue en droit international et participe de l'égalité des êtres humains. La

Constitution d'un État indépendant, séparé, peut, si l'État régnant empêche l'exercice de ces droits, être le moyen d'y accéder. Mais en termes de droits des gens, l'indépendance n'est qu'un moyen, pas le but sacré et mythique. D'ailleurs en ces temps de mondialisation l'indépendance nationale est devenue fort relative... Surtout l'indépendance comme moyen d'exercer les droits des uns ne doit pas se retourner au détriment du droit des autres, dans la série infernale des héros devenant vilains.

Des conflits « gelés », qu'il faudrait d'ailleurs plutôt qualifier de conflits « ulcéreux »

La Russie a été largement expulsée d'une zone qu'elle considère comme naturellement la sienne et où vivent encore de nombreux Russes ou russophones. Le partage du pétrole d'Azerbaïdjan s'est fait à son détriment, l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyan contre elle. L'agressivité occidentale, et principalement américaine à son égard, s'est manifestée dans le projet d'installation de radars antimissiles, soi-disant contre l'Iran, dans ces pays voisins de l'Iran que sont la Pologne et la République tchèque (malgré les manifestations hostiles surtout en Tchéquie). L'affaire du Kosovo ne concerne la Russie que principalement sur le plan symbolique mais elle a été humiliée par la décision occidentale de passer outre son opposition à l'indépendance. L'éventualité de l'élargissement de l'OTAN à l'Ukraine et à la Géorgie a été le dernier chiffon rouge. La Russie a donc décidé de démontrer pleinement sa capacité de nuisance en profitant de l'offensive de Saakachvili. Et Vladimir Poutine, dont on connaît pourtant le sanglant bilan tchéchène, s'est présenté au monde comme le défenseur des petits peuples du Caucase !

La Russie et les États-Unis portent, chacun à leur manière, une responsabilité énorme dans le développement de la crise. L'attitude de l'armée russe ne va faire qu'approfondir la division, la haine et la xénophobie. Le racisme anti-géorgien (et plus généralement anti-caucasien) est déjà très répandu en Russie. Le racisme anti-russe, très limité jusqu'à présent en Géorgie, risque de se développer. Les populations minoritaires coincées « du mauvais côté du front », géorgiennes ou ossètes, sont menacées, et l'on parle déjà de centaines d'otages et de viols. Des dizaines de milliers de personnes déplacées, surtout géorgiennes réfugiées au Sud mais aussi ossètes au Nord, vont s'ajouter aux dizaines de milliers de réfugiés existants. L'économie de toute la région est déstabilisée et cela peut affecter aussi la situation arméno-azerbaïdjanaise.

Quand les conflits se sont « gelés », en 1993, la « communauté internationale » a essayé de trouver les voies et moyens d'une paix juste et durable. Comme ailleurs, ces « processus de paix » se sont

enlisés. Du fait de la mauvaise volonté évidente de certains des leaders nationaux ou locaux arrivés au pouvoir par la guerre, et plus encore du fait des grandes puissances elles-mêmes. La Russie, affaiblie, gardait du fait de cette non-résolution, une capacité de nuisance et donc un pouvoir potentiel sur la région ; l'Occident, solidement implanté, ne voyait pas d'urgence à résoudre ces conflits si compliqués. Pourtant contrairement à d'autres théâtres de guerres, il existe, dans le cas du Caucase, des instruments européens prévus pour la résolution des conflits, l'OSCE et le Conseil de l'Europe dont Russie, Azerbaïdjan, Géorgie et Arménie sont membres. Mais ces instruments sont paralysés largement par la volonté des principales puissances et des pouvoirs locaux.

C'est une démonstration de l'inadéquation de mécanismes de prévention et de résolution des conflits « gelés », qu'il faudrait d'ailleurs plutôt qualifier de conflits « ulcéreux » qui prolifèrent dans la région et peuvent se réveiller à tout instant. En ne voyant que la dimension géopolitique au niveau des gouvernements, et l'arithmétique ethnique sur le terrain, les organisations internationales évacuent la réalité humaine des situations. Et si quelques faibles moyens de l'ONU ou de l'Union européenne, ont été alloués à des opérations de « réconciliation », hélas trop souvent formelles, très peu a été fait avec et pour les sociétés.

Le respect des droits égaux pour tous est la condition de la paix et de la prospérité commune

Pourtant depuis la tourmente des événements dramatiques du début des années 1990, des mouvements des sociétés civiles de la région, en Géorgie, en Arménie, en Azerbaïdjan, en Russie et dans une moindre mesure dans le Nord-Caucase, se sont efforcés de défendre les positions du respect des droits de chacun pour la paix entre tous, au risque d'être physiquement menacés en tant que « traîtres » par les divers nationalistes.

Ces mouvements ne baissent pas les bras. Ils savent, comme le disent les militants du Mouvement de jeunes pour les droits de l'homme de Russie (YHRM) que *« bien que la guerre se déroule sur un seul territoire, la haine, les tensions interethniques et la propagande militariste s'étendent au-delà de ses frontières, et de ce fait la guerre ne touche pas seulement nos amis et nos camarades dans la zone des opérations militaires, elle vient aussi jusque dans nos villes et nos maisons »*. Comme les signataires, Arméniens, Turcs, Azerbaïdjanais, Géorgiens et autres de l'appel *« Ouvrons à nos voisins ! »*, qui, constatant la paralysie du réseau ferroviaire géorgien et les difficultés de ravitaillement, demandent aux Etats de la région d'ouvrir les frontières fermées comme *« gestes de bon voisinage »*, et notamment l'ouverture

de la frontière arméno-turque. Ils savent, comme les militants du Comité géorgien de la *Helsinki Citizens' Assembly*, actifs de longue date dans le dialogue entre Géorgiens et Ossètes, que malgré le flot de haine qui vient de se déverser, il n'y a pas d'autre alternative que de vivre ensemble.

Leurs voix doivent être entendues. Et nous devons contribuer à l'instauration, sur le terrain des mesures immédiates qui sont la condition de quelque processus de paix que ce soit, c'est-à-dire le retrait des forces russes sur la frontière de la Fédération de Russie, le retrait des forces géorgiennes en deçà des frontières d'Ossétie et d'Abkhazie, l'installation d'une vraie force d'interposition multinationale dans ces territoires, puis le développement des conditions permettant le retour des réfugiés dans leurs foyers.

Nous devons aussi nous interroger sur le « deux-poids deux mesures » qui sévit dans certains secteurs de notre opinion publique. Au nom de « l'anti-impérialisme » quelques-uns semblent considérer que le retour des habitants géorgiens dans leur région natale d'Abkhazie et le retrait des forces russes comme une revendication « américaine » ! D'autres, bien plus nombreux chez nous, et au nom de la démocratie, considèrent Mikheïl Saakachvili comme un héros du monde libre ! Les premiers considéraient les revendications des Albanais du Kosovo comme autant de manœuvres de la CIA. Les seconds, dont la voix porte plus fort en France, ne sont pas loin de lancer une croisade anti-russe et de considérer chaque Ossète comme un pion de Moscou ; et s'ils exigent le retrait des forces russes du territoire géorgien, ils n'exigent par exemple jamais celui des forces israéliennes du territoire palestinien.

Le piège de l'Ossétie, c'est aussi de considérer qu'il y a des peuples dignes d'avoir des droits et d'autres qui ne le sont pas.